

## MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

### REALISATION ET ANIMATION DE LA DEMARCHE GLOBALE DE COLLECTE ET ELIMINATION DE DECHETS CHIMIQUES AINSI QUE LA FOURNITURE DE CONTENANTS HOMOLOGUES

#### Cahier des Clauses Administratives Particulières

la science pour la vie, l'humain, la terre

Centre Pays de la Loire  
3 impasse Yvette cauchois  
La Géraudière  
44300 NANTES  
Tél. : +33 (0)2 40 67 50 00

42 rue Georges Morel  
CS 60057  
49071 BEAUCOUZE  
Tél. : +33 (0)2 41 22 56 00

Rejoignez-nous sur :



[www.angers-nantes.inrae.fr](http://www.angers-nantes.inrae.fr)

## SOMMAIRE

Article 1 : Objet et durée du marché .....	3
<b>1.01</b> Objet du marché .....	3
<b>1.02</b> Décomposition en tranches et en lots .....	3
<b>1.03</b> Durée du marché .....	3
Article 2 : Pièces contractuelles du marché .....	3
Article 3 : Délais d'exécution du marché .....	4
<b>3.01</b> Délais de base .....	4
<b>3.02</b> Prolongation des délais .....	4
Article 4 : Modalités d'exécution du marché .....	4
Article 5 : Vérification et admission des fournitures et/ou services .....	5
Article 6 : Garantie des fournitures et/ou services .....	5
Article 7 : Avance .....	5
Article 8 : Prix du marché .....	6
<b>8.01</b> Généralités .....	6
<b>8.02</b> Formules de calcul de révision des prix .....	6
<b>8.03</b> Modalités de calcul .....	7
<b>8.04</b> Clause de sauvegarde .....	8
Article 9 : Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement .....	8
<b>9.01</b> Modalités de règlement .....	8
<b>9.02</b> Présentation des demandes de paiements .....	8
<b>9.03</b> Délai global de paiement .....	10
Article 10 : Pénalités et perte d'exclusivité .....	10
<b>10.01</b> Pénalités de retard .....	10
<b>10.02</b> Perte d'exclusivité .....	11
Article 11 : Hygiène et sécurité .....	11
Article 12 : Confidentialité .....	11
Article 13 : Protection des données à caractère personnel .....	12
<b>13.01</b> Obligation de sécurisation des données .....	12
<b>13.02</b> Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle .....	12
Article 14 : Assurances .....	12
Article 15 : Modifications des fournitures et/ou services initiaux .....	13
Article 16 : Résiliation du marché .....	13
Article 17 : Droit et Langue .....	13
Article 18 : Dérogations au C.C.A.G./F.C.S. ....	13

## Article 1 : Objet et durée du marché

### 1.01 *Objet du marché*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

- Diagnostic des déchets produits (classifications) et propositions des contenants et filières adaptés,
- Fourniture des contenants standard (de 11 à 2001) destinés à être remplis par les producteurs et accueillant des déchets liquides ou solides et des étiquetages,
- Collecte des produits,
- Transport des produits,
- Traitement comprenant toutes les opérations du déchargement sur site jusqu'à l'émission des bordereaux finaux,
- Réunion de suivi des prestations a minima annuelle.

Pour le Centre INRAE Pays de la Loire :

Site de Nantes – 3 impasse Yvette Cauchois C.S. 71627 44316 Nantes Cedex 3

Site d'Angers - 42 rue Georges Morel C.S. 60057 - 49071 Beaucouzé Cedex

Les principales catégories de déchets concernées sont :

- déchets de produits chimiques sous différentes formes et conditionnements,
- filtres souillés de hottes, sorbonnes...

Le détail des éléments structurant la démarche d'animation est précisé § 3.06 du CCTP.

### 1.02 *Décomposition en tranches et en lots*

La consultation relative au présent marché n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L.2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

### 1.03 *Durée du marché*

Le présent marché est passé pour une durée d'un (1) an à compter du 15 octobre 2026.

Il sera ensuite tacitement renouvelé d'année en année sans que sa durée ne puisse excéder 4 (quatre) ans.

A la fin de la première année d'exécution, il pourra être dénoncé à tout moment par l'une des parties, par lettre recommandée avec avis de réception postale, sous réserve d'un préavis de trois (3) mois.

Sauf dénonciation de l'une au l'autre des parties, le présent marché prendra donc fin le 15 octobre 2030.

## Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Bilan déchets
  - Annexe 2 : BPU complété par le titulaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G. / F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 consultable à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Le Cadre de Réponse Technique (C.R.T.) complété par le titulaire
- L'offre technique et financière du titulaire.

## Article 3 : Délais d'exécution du marché

### 3.01 Délais de base

Les délais d'exécutions sont ceux auxquels le titulaire s'engage dans son offre et auxquels il s'engage lorsqu'il propose ou accepte une date de livraison ou collecte.

### 3.02 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. / F.C.S.

## Article 4 : Modalités d'exécution du marché

Le présent marché est un **accord-cadre mono-attributaire** s'exécutant au moyen de bons de commandes selon l'article R.2162-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique. Il est conclu avec un maximum inférieur à 140 000 euros HT.

Le présent marché s'exécute suivant les conditions détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les fournitures et/ou services doivent être conformes aux stipulations de l'ensemble des documents contractuels (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de remise des offres).

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du C.C.A.G. / F.C.S. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison indiqué dans le présent marché.

La livraison des prestations se fait dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G. / F.C.S.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des contraintes d'accès au lieu d'exécution et avoir pris en compte dans son offre ces contraintes.

Dans le cadre de son offre, le titulaire assure la formation du personnel chargé d'utiliser les fournitures objet du marché. Cette formation est assurée après la mise en ordre de marche des fournitures.

Enfin, dans le cadre de l'exécution, le titulaire remet les documents suivants :

- Attestation d'assurance de responsabilité civile
- Autorisation (ou déclaration) préfectorale pour le transport,
- Convention avec l'agence de l'eau pour la collecte et le traitement des déchets,
- Autorisation préfectorale de stockage et de traitement des déchets,

- Certificat de qualification professionnelle (modèle communautaire) de leur conseiller à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses tel que prévu par l'arrêté du 17 décembre 1998 (J.O. du 27 décembre) modifié par les arrêtés du 22 décembre 1999 (J.O. du 26 décembre) et du 11 décembre 2000 (J.O. du 27 décembre),
- Notice indiquant pour chaque déchet listé la filière de traitement et/ou la note de valorisation correspondant.
- Qualification de leurs chauffeurs pour le transport des matières dangereuses.
- Copie du permis poids lourds chauffeur, formation au transport routier, certification au transport de matières dangereuses,
- Agrément des emballages vides (conditionnement) destinés à recevoir les déchets.
- Annexe I et BPU complété
- Guide de tri des déchets
- Trame d'enlèvement + commande de contenants vierge
- Registre de déchets
- Exemple type d'un bilan annuel
- Communication/sensibilisation à destination des producteurs

En collaboration avec INRAE, les documents suivants devront être rédigés :

- Protocole de sécurité
- Plan de prévention

## Article 5 : Vérification et admission des fournitures et/ou services

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps sont effectuées par un représentant du pouvoir adjudicateur au moment même de la livraison des fournitures conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G. / F.C.S.

Les opérations de vérification de service régulier des fournitures sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le bon fonctionnement des fournitures sera vérifié ainsi que leurs performances et leur conformité aux clauses techniques exigées dans le cadre du présent marché.

La vérification des fournitures suppose leur utilisation effective dans les conditions prescrites par le titulaire. Tous les tests nécessaires pourront être réalisés conformément aux éléments à fournir par les candidats selon le C.C.T.P. permettant l'évaluation des caractéristiques décrites.

Conformément à l'article 30 du C.C.A.G-F.C.S., le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des services s'ils répondent aux stipulations du présent marché.

Si les opérations de vérification de service régulier sont positives, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous réserve des vices cachés. En dérogation, à l'article 30 du C.C.A.G. / F.C.S, en l'absence de décision d'admission signée du pouvoir adjudicateur, l'admission prend effet dans un délai d'un (1) mois à dater de la livraison des fournitures ou services.

Si les opérations de vérification de service régulier sont négatives, le pouvoir adjudicateur prononce l'ajournement, la réfaction ou le rejet des fournitures dans les conditions décrites à l'article 30 du C.C.A.G. / F.C.S.

## Article 6 : Garantie des fournitures et/ou services

Dans le cadre de l'offre de base, les fournitures font l'objet d'une garantie commerciale d'un (1) an. Par dérogation à l'article 33.1 du C.C.A.G. / F.C.S, le point de départ du délai de la garantie est la date de livraison des fournitures.

Le contenu de la garantie commerciale (pièces, main-d'œuvre, frais de déplacement, etc.) est détaillé dans l'offre du titulaire.

Au titre de cette garantie commerciale, le titulaire s'engage à intervenir dans le délai indiqué dans son offre.

## Article 7 : Avance

Une avance est accordée au titulaire, dans les conditions de l'article R.2191-3 et R.2191-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois ; sauf indication contraire précisée dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise il sera fait application de l'article R.2191-7 paragraphe 3.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché et dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier de l'avance. Le calcul du montant de cette avance se fait par référence au montant des prestations sous-traitées uniquement.

## Article 8 : Prix du marché

### 8.01 Généralités

Le présent marché est conclu à prix unitaires sans minimum et avec un maximum de 140 000 € HT pour la totalité du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation (matières premières, main d'œuvre, déplacement, frais de gestion et de facturation...).

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Pour les fournisseurs établis à l'étranger, le prix inclut la livraison au lieu de livraison mentionné dans le C.C.A.P. **Il doit donc s'agir d'un prix DDP (Delivered Duty Paid in compliance with Incoterms 2010).**

Toutefois, les prix sont indiqués, dans le marché, **hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).**

Par dérogation à l'article 23 du CCAG/FCS, les prestations supplémentaires ou modificatives font l'objet d'un bon de commande complémentaire ou modificatif, si ces prestations sont prévues au bordereau de prix. Dans le cas contraire, les nouvelles prestations pourront être intégrées au marché par avenant, avant établissement d'un bon de commande.

Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) est annexé au CCTP (cf Annexe 2 : Bordereau de prix unitaires (BPU) du CCTP). Ce marché est conclu à prix fermes et définitifs la première année d'exécution.

En cas de reconduction, les prix sont **révisibles annuellement à date anniversaire** suivant les conditions définies ci-après.

### 8.02 Formules de calcul de révision des prix

#### (a) Révision du coût de traitement

Les coûts unitaires des prestations de traitement des déchets (liquides et solides) sont révisés selon la formule suivante

$$P = P0 \times [0,50 \times (ICHTD / ICHTD0) + 0,50 \times (TD / TD0)]$$

dans laquelle :

- P = prix révisé ;
- P0 = prix initial du bordereau des prix ou prix défini lors de la précédente révision ;

- ICHTD= ICHTrev-TS Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565187 – valeur du dernier indice définitif publié le mois précédant la date de la révision des prix
- ICHTD0 = Même indice – valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre (pour la première révision), ou valeur de l'indice utilisé pour la précédente révision des prix.
- TD = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.22 – traitement et élimination des déchets dangereux, Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764307 – valeur du dernier indice définitif publié le mois précédant la date de la révision des prix
- TD0 = Même indice – valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre (pour la première révision), ou valeur de l'indice utilisé pour la précédente révision des prix.

(b) Révision du forfait de chargement et de transport

Les prix forfaitaires des prestations de chargement/transport sont révisés selon la formule suivante :

$$P = P0 \times [0,50 \times (ICHTT / ICHTT0) + 0,50 \times (G / G0)]$$

dans laquelle :

- ICHTT = ICHTrev-TS Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565190 – valeur du dernier indice définitif publié le mois précédant la date de la révision des prix
- ICHTT0 = Même indice – valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre (pour la première révision), ou valeur de l'indice utilisé pour la précédente révision des prix ;
- G = Indice CNR gazole professionnel <https://www.cnr.fr/espaces/4/indicateurs/26> – valeur du dernier indice définitif publié le mois précédant la date de la révision des prix
- G0 = Même indice – valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre (pour la première révision), ou valeur de l'indice utilisé pour la précédente révision des prix ;

(c) Révision du coût de fourniture des contenants

Les prix unitaires des prestations de fourniture de contenants sont révisés selon la formule suivante :

$$P = P0 \times [0,15 + 0,45 \times (ICHTD / ICHTD0) + 0,40 \times (EM / EM0)]$$

dans laquelle :

- ICHTD= ICHTrev-TS Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565187 – valeur du dernier indice définitif publié le mois précédant la date de la révision des prix
- ICHTD0 = Même indice – valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre (pour la première révision), ou valeur de l'indice utilisé pour la précédente révision des prix.
- EM = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux, Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764304 – valeur du dernier indice définitif publié le mois précédant la date de la révision des prix
- EM0 = Même indice – valeur de l'indice définitif publié à la date de remise des offres pour l'accord-cadre (pour la première révision), ou valeur de l'indice utilisé pour la précédente révision des prix.

La part fixe de 15 % est réputée non révisable.

### **8.03 Modalités de calcul**

La révision est effectuée à partir des derniers indices définitif connus à la date de calcul.

Les coefficients de révision sont calculés avec trois décimales et les prix révisés sont arrondis au centime d'euro le plus proche.

En cas de disparition d'un indice, celui-ci est remplacé par l'indice de substitution (et son coefficient de raccordement) publié par l'organisme compétent. À défaut, les parties conviennent d'un indice présentant les caractéristiques économiques les plus proches.

Le titulaire devra joindre à la première facture suivant la date de révision des prix le Bordereau des Prix unitaires révisé ou a minima le détail des calculs de révision et les valeurs des indices utilisés afin que INRAE puisse procéder à la vérification des prix facturés. En cas d'oubli, ces documents peuvent être envoyés par mail à [achats-marches-pays-de-la-loire@inrae.fr](mailto:achats-marches-pays-de-la-loire@inrae.fr).

#### **8.04** *Clause de sauvegarde*

Si la hausse induite par la révision de prix est supérieure à 4%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité, et ne versant au titulaire que la part des prestations exécutées restant à payer.

### **Article 9 : Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement**

#### **9.01** *Modalités de règlement*

Les fournitures et/ou services sont réglés de la manière suivante :

- ☐ À terme à échoir
- ☒ À terme échu

Suivant les modalités ci-dessous :

- ☒ À la commande ou après enlèvements des déchets

Comme énoncé au C.C.T.P, le prestataire devra établir une pré-facture, par producteur de déchet (cf. dénomination tableau 1) à transmettre, après chaque enlèvement, aux adresses suivantes : [achats-marches-Pays-de-la-Loire@inrae.fr](mailto:achats-marches-Pays-de-la-Loire@inrae.fr) ; [prevention-pays-de-la-loire@inrae.fr](mailto:prevention-pays-de-la-loire@inrae.fr)

Chaque préfacture comportera :

- le poids réel, pesé au centre de tri par nature de déchet, le prix unitaire et le prix total
- le calcul de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) en fonction du poids total de déchets par producteur
- la répartition du coût du transport, calculée au prorata du poids pour chaque producteur

Chaque préfacture devra être validée par nos services (adéquation des quantités par type de déchets entre l'estimation lors de l'enlèvement et la pesée au centre de tri) afin de pouvoir éditer la facture finale qui pourra ensuite être déposée sur Chorus.

#### **9.02** *Présentation des demandes de paiements*

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier prévu à l'article 9.1 du présent document.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**



Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, toutes les mentions obligatoires énumérées au point « Important » détaillé ci-après.

Les factures qui ne respecteront pas les modalités d'envoi ou qui ne comporteront pas les mentions obligatoires et notamment le numéro de marché et/ou de bon de commande seront systématiquement retournées.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

**Important :**

Dans le cadre d'une démarche de modernisation, le pouvoir adjudicateur s'est engagé dans une réorganisation des modalités de traitement des factures émises par ses fournisseurs. Un service de traitement de la facture est créé au sein de chaque Service Financier et Comptable.

Afin d'optimiser le délai de traitement et de paiement de vos factures, il conviendra désormais de veiller à faire apparaître impérativement sur vos demandes de paiement les mentions obligatoires suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de commande du pouvoir adjudicateur qui se caractérise sous le format 45xxxxxxx (ex : 4500001254) et se situe en haut du bon de commande.
- La raison sociale et l'adresse du fournisseur
- Le numéro de SIREN, SIRET, Registre du commerce ou Répertoire des métiers du fournisseur
- Le numéro d'identification pour les fournisseurs de l'Union Européenne (ex : GB..., DE...),
- Le numéro de TVA du fournisseur en cas d'assujettissement ou la mention de non assujettissement,
- Les coordonnées bancaires du compte sur lequel effectuer le règlement, de préférence sous format IBAN (à défaut joindre un RIB ou RIP),
- Désignation claire et détaillée des fournitures ou services : quantité, prix unitaire, nombre d'heures, taux horaire.
- Indication des montants HT – TVA (en faisant apparaître clairement le taux retenu) – TTC (en cas de non assujettissement, en faire référence sur la facture).

La facture doit être impérativement établie à l'ordre du pouvoir adjudicateur et comporter le numéro de TVA intracommunautaire du pouvoir adjudicateur (FR 57 180 070 039) ainsi que le numéro SIRET du Centre de Recherche INRAE Pays de la Loire (180 070 039 00557).

La facture doit être datée (déchéance quadriennale) et numérotée.

En cas de facture manuscrite, elle doit être arrêtée en toutes lettres.

En cas d'affacturage, la mention doit obligatoirement figurer sur la facture.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la présidente du Centre de Recherche INRAE Pays de la Loire, 3 impasse Yvette Cauchois – La Géraudière – 44300 NANTES.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre de Recherche INRAE Pays de la Loire, sis à la même adresse.

Le paiement est effectué par **virement administratif** au compte du titulaire précisé à l'Acte d'Engagement ou sur les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe de l'Acte d'Engagement en cas de groupement solidaire.

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance (**DC4**) annexées à l'Acte d'Engagement.

### **9.03 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans **un délai global de 30 jours** à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement est versée systématiquement.

Nota : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte du délai de paiement peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

## **Article 10 : Pénalités et perte d'exclusivité**

### **10.01 Pénalités de retard**

Conformément à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel d'exécution du marché est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités prévues au présent article sont applicables dès le premier euro.

Sauf mention contraire, les pénalités sont applicables de plein droit, cumulables, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste redevable des ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée. Elles sont applicables dès le lendemain de la date d'expiration du délai contractuel, et leurs montants pourront être déduits des factures transmises pour paiement sur la base du montant du bon de commande.

En cas de retard sur la partie livraison des contenants et collecte des déchets, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base en € HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard

En cas de non-respect du délai de réponse contractuel établi dans l'offre du titulaire pour les demandes d'assistance de tri des déchets, la gestion contractuelle et l'assistance technique, le titulaire encours, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard forfaitaire de 25 € par jour calendaire de retard. A défaut de délai prévu dans l'offre du titulaire, le délai maximum de 72h après envoi du mail de demande prévu au C.C.T.P. s'applique.

En cas de non-respect des indications portées dans son offre relatives à l'article 5 du C.C.T.P concernant la responsabilité sociétale et environnementale, le titulaire encourt, pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 5% du montant total HT du bon de commande concerné.

### **10.02 Perte d'exclusivité**

En l'absence de service fait de la part du titulaire, celui-ci perd tout droit d'exclusivité sur ce type de prestations à l'expiration d'un délai de sept (7) jours calendaires, à compter du lendemain de la date prévue de livraison ou de collecte.

Le pouvoir adjudicateur renonce à l'application des pénalités pour retard s'il fait appel à un autre prestataire pour palier le manquement du titulaire.

## **Article 11 : Hygiène et sécurité**

Le titulaire s'engage à respecter le ou les règlement(s) intérieur(s) en vigueur au sein du pouvoir adjudicateur ainsi que les dispositions légales en vigueur relatives à l'hygiène et à la sécurité.

En cas de travaux à effectuer par le titulaire au sein du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à respecter les dispositions du décret 92-158 du 20 février 1992 relatif aux travaux exécutés dans un établissement par une entreprise extérieure.

Pour les travaux dangereux fixés dans l'arrêté du 19 mars 1993, en application de l'article R.237-8 du Code du Travail, un plan de prévention doit être établi par écrit et signé des deux parties.

Les opérations de chargement et de déchargement doivent se dérouler selon les prescriptions fixées par l'arrêté du 26 avril 1996.

L'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la sécurité (plan de prévention, protocole de sécurité, permis de feu, règlement intérieur, etc.) doivent être étudiées avec le service compétent du pouvoir adjudicateur préalablement à toute opération.

## **Article 12 : Confidentialité**

Toutes les informations, communiquées par le pouvoir adjudicateur au titulaire ou auxquelles le titulaire peut avoir accès lors de l'exécution du présent marché, sont confidentielles, à l'exception des informations tombées dans le domaine public.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures pour qu'aucune de ces informations ne soient ni communiquées ni dévoilées à un tiers soit par lui-même soit par des préposés, personnels permanents ou occasionnels, sous-traitants du titulaire.

Ces informations confidentielles sont et restent propriété du pouvoir adjudicateur.

Cette clause est valable pendant toute la durée d'exécution du présent marché et au-delà pour une période de dix (10) ans.

## Article 13 : Protection des données à caractère personnel

### 13.01 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

### 13.02 Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

## Article 14 : Assurances

Le titulaire du marché communique au pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, les références de police d'assurance qu'il a souscrite (responsabilité civile) pour couvrir les risques relatifs à l'exécution du présent marché.

Le titulaire ne peut être tenu responsable des dommages occasionnés au pouvoir adjudicateur suite à des détériorations provoquées par le gel, les incendies, les dégâts des eaux, les tremblements de terre, les pannes d'alimentation électrique, les incidents électriques extérieurs tels les orages, les vols, les dégradations volontaires, les négligences ou les utilisations anormales des installations par le personnel du pouvoir adjudicateur.

En revanche, la responsabilité du titulaire est engagée pour les accidents ou incidents corporels ou matériels qui peuvent survenir et qui sont dus à une faute ou négligence de son personnel lors de l'exécution du présent marché.

### **Article 15 : Modifications des fournitures et/ou services initiaux**

Toute modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur du présent marché doit faire l'objet d'un avenant accepté par les deux parties.

### **Article 16 : Résiliation du marché**

Tout manquement constaté dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si le titulaire ne les a pas remplies dans les quinze jours suivant la réception de la lettre recommandée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché de plein droit aux torts exclusifs du prestataire.

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur, le titulaire sera rémunéré des fournitures et/ou services terminés et admis et d'autre part des fournitures et/ou services en cours d'exécution dont le pouvoir adjudicateur accepte l'achèvement.

Conformément à l'article 32.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas d'inexactitude des pièces mentionnées à l'article 4 du Règlement de la Consultation, il sera fait application aux torts exclusifs du titulaire des conditions de résiliation prévues par le présent marché.

### **Article 17 : Droit et Langue**

En cas de litige, les cocontractants s'efforcent de trouver une solution amiable pour régler leur différend.

A défaut d'entente entre les contractants, seul le tribunal dans la compétence territoriale du Centre de Recherche INRAE Pays de la Loire peut être saisi.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le présent marché est régi par la loi française.

### **Article 18 : Dérogations au C.C.A.G./F.C.S.**

- 1- L'article 5 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 30 du C.C.A.G / F.C.S.
- 2- L'article 6 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 33.1 du C.C.A.G. / F.C.S.
- 3- L'article 8 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 23 du CCAG/FCS
- 4- L'article 10 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du CCAG-FCS
- 5- L'article 16 du présent C.C.A.P. déroge aux articles 38 à 45 C.C.A.G. / F.C.S.